

Accessibilité des personnes à mobilité réduite aux Établissements et Installations ouvertes au public (E.R.P. et I.O.P.)

Document obligatoirement joint au dossier de permis de construire ou d'autorisation de travaux

1- RAPPELS

Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006
- Arrêté du 20 avril 2017

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-24 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap.**

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

2- OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, au stade du permis de construire, l'engagement du maître d'ouvrage vis à vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier de permis de construire.

3- OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Il doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant une première vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**AVIS OBLIGATOIRE** de la commission consultative départementale de sécurité d'accessibilité.

En fin de travaux l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-21 à R.111-19-24 du code de la construction et de l'habitation :

Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux, par un contrôleur technique ou un architecte soumis à l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut être celui qui a signé la demande de permis de construire

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux.

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait pour une personne d'établir une attestation visée à l'article R. 111-19-21 en méconnaissance des conditions fixées à l'article R. 111-19-22. La personne qui a commis cette infraction encourt également la peine complémentaire d'affichage ou de diffusion, par la presse écrite ou par tout moyen de communication audiovisuelle, de la décision prononcée, dans les conditions prévues aux articles 131-35 et 131-48 du code pénal. La récidive des contraventions est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal.

4- DONNEES CONCERNANT L'OPERATION

Désignation de l'opération

Nom de l'opération : CREATION D'UN CENTRE DE DIALYSE

Nature des travaux : construction d'un bâtiment préfabriqué en R+1 comprenant :

- au RdC, le centre de dialyse**
- au R+1, des bureaux pour le personnel administratif (non accessible au public)**

Adresse : av. Frédéric de St Jayme Ville : SAINT PALAIS

E.R.P. de 5ème catégorie – Type U

Désignation des acteurs

Maître D'ouvrage : CENTRE HOSPITALIER DE ST PALAIS

✉ Av Frédéric de St Jayme, 64120 ST PALAIS

Maître D'œuvre : Francine PICHOT

✉ 1 chemin des Remparts 47360 PRAYSSAS

Notice d'accessibilité vérifiée par : APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE

Date : le 21/06/2024

Signature :

5- ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE ET DU MAITRE D'ŒUVRE

Je soussigné, _____, **Maître d'ouvrage**,
m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur
le projet défini ci-avant.

Date :

Signature :

Je soussigné, _____, **Maître d'oeuvre**,
m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées
sur le projet ci-avant.

Date :

Signature :

Annexe à la notice d'accessibilité

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET



L'attention du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre est attirée par le fait que la liste suivante est non exhaustive, non limitative et **À ADAPTER À CHAQUE PROJET.**

Le détail de l'ensemble des dispositions réglementaires figure dans le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 et Arrêté du 20 avril 2017

DISPOSITIONS GENERALES

◆ Cheminements extérieurs (article 2 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi tour, de repos, d'usage,)*
- *Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation,...)*
- *Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 20 lux)*

Accès au bâtiment depuis le parc de stationnement extérieur et la place adaptée via un cheminement plat, de 1.40m de largeur minimum, avec un repérage podotactile.
Dévers maximum de 2%.
Eclairage du cheminement assuré, 20 lux en moyenne.

◆ Stationnement (article 3 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Nombre : 2% du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur, ...*
- *Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol*
- *Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40m minimum*

1 place accessible sera présente dans le parc de stationnement extérieur (21 places au total). La place de 3.30x5.00m sera plate au dévers maximum de 2% près. Elle sera signalée horizontalement et verticalement.
L'accès, jusqu'à l'entrée du centre de dialyse, est assuré via le cheminement plat au dévers de 2% maximum près.

◆ Accès aux bâtiments (article 4 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Entrées principales facilement repérable (éléments architecturaux, matériaux différents ou contraste visuel, ...)*
- *Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)*
- *Nature et positionnement des système de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées de portes,...)*
- ...

L'accès sera assuré via le cheminement extérieur vers la porte d'entrée de l'établissement en RdC.
L'accès se fera de manière autonome.
Seuil avec ressaut, à bord arrondi, inférieur à 2cm.

◆ **Accueil du public** (article 5 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable*
- *Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant*
- *Qualité d'éclairage (minimum 200 lux)*

Accueil via le secrétariat avec mobilier adapté (hauteur maximale de 0.80m, minimum de 0.30m de profondeur, de 0.60m de largeur et de 0.70m de vide inférieur).
Eclairage de 200 lux minimum.

◆ **Circulations intérieures horizontales** (article 6 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux)*

Cheminement de 1.40m de largeur minimum.
Le contraste des éléments structurels et des portes sera assuré.
Eclairage minimal de 100 lux.

◆ **Circulations verticales** (article 7 des arrêtés du 20 avril 2017)

➤ **Escaliers**

Sans objet : R+1 non accessible au public.

➤ **Ascenseurs**

Sans objet : R+1 non accessible au public.

◆ **Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques** (article 8 des arrêtés du 20 avril 2017)

Sans objet.

- *Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle*
- *Dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions (dureté, aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol des espaces d'accueil, d'attente, de restauration, ...)*

Les revêtements de sol seront non glissants et non réfléchissants.
Absorption acoustique prévue par faux-plafond au droit des zones d'accueil et d'attente.

◆ **Portes, portiques et SAS** (article 10 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées, espaces de manœuvre de portes cf annexe 2 de l'arrêté du 1^{er} août 2006, ...)*

Portes de largeur > 0.90m et > 1.40m avec vantail principal de largeur > 0.90m.
Ressaut, à bord arrondi, inférieur à 2cm.
Espaces de manœuvre de portes présents à l'extérieur et à l'intérieur.
Le repérage des portes et parois vitrées sera assuré. Le contraste des portes pleines sera assuré.
L'effort d'ouverture sera de 50N au maximum.

◆ **Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande** (article 11 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes (contraste visuel, signalisation, ...)*
- *Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des lavabos; guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'usage d'un clavier*
- *Caractéristiques minimales à respecter pour les commandes manuelles, les fonctions de voir, entendre ou parler*
- *Information sonore doublée par une information visuelle*
- ...

Les dispositions du présent article seront respectées pour les équipements utilisables par le public (agencement, tables, mobilier).

◆ **Sanitaires** (article 12 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées*
- *Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur*
- *Positionnement de la cuvette (hauteur, ...), de la barre d'appui, ...*
- *Positionnement des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...*
- *Obligation d'un lave mains à l'intérieur des sanitaires "H"*

WC adapté mixte présent au RdC et au R+1.

Un dispositif permettant de refermer la porte sera présent.

Les WC auront une hauteur comprise entre 0.45 et 0.50m (abattant compris). Une barre d'appui sera présente latéralement à une hauteur comprise entre 0.70 et 0.80m.

Espace de manœuvre avec possibilité de 1/2tour intérieure au WC.

Lave main dans le sanitaire accessible avec le plan supérieur à une hauteur maximale de 0.85m et une robinetterie à plus de 40cm de l'angle rentrant.

En ce qui concerne les douches des vestiaires elles sont prévues « à l'italienne » (sans ressaut et légèrement pentée) et bénéficieront de l'espace d'usage latéral du wc. L'aire de douche recevra un revêtement de sol anti dérapant. Les commandes seront à au moins 1.30m du sol. Elle seront équipées d'une barre d'appui horizontale à une hauteur comprise entre 0.70et 0.80m et d'un siège de douche rabattable assurant une assise d'une hauteur comprise entre 0.46 et 0.50m..

◆ **Sorties** (article 13 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérable de tout point et sans confusion avec les sorties de secours*

Les sorties seront facilement repérables

◆ **Éléments d'information et de signalisation** (Annexe 3 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales à respecter concernant les éléments d'information et de signalisation fournis de façon permanente aux usagers*

Les dispositions du présent article seront respectées le cas échéant.

DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

◆ Établissements recevant du public assis (article 16 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales des emplacements à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- ...

Emplacements adaptés présents dans la salle d'attente avec cheminement permettant d'y accéder.

Mobilier adapté présent dans les bureaux du RdC (hauteur maximale de 0.80m et vide inférieur d'au moins 0.30m de profondeur, de 0.60m de largeur et de 0.70m de hauteur).

◆ Établissements comportant des locaux d'hébergement (article 17 des arrêtés du 20 avril 2017)

Sans objet.

◆ Douches et cabines (article 18 des arrêtés du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales des cabines et des douches à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles, nature des équipements)*
- ...

Sans objet.

◆ Caisses de paiement disposées en batterie (article 19 des arrêtés du 20 avril 2017)

Sans objet.